



**Agence Antilles Guadeloupe**

Impasse des Patetuviers  
Voie Verte - ZI de Jarry  
97122 Baie Mahault  
Tél. 05 90 26 87 05  
Fax 05 90 26 86 84  
pointe-a-pitre@apave.com

**APIJ - AGENCE POUR IMMOBILIER DE  
LA JUSTICE - COUR D'APPEL  
A l'attention de MME CELINE PARREAU  
28 RUE VICTOR SCHOELCHER**

**97200 FORT DE FRANCE**

Service AMIANTE  
Ligne directe  
N/Réf. 084434.14.8A/001 FF-CR

Baie-Mahault, le 19/08/2016

**Affaire suivie par FREDERIC FAVRY**

**Objet : Amiante - Repérage avant démolition - Immeubles bâtis  
Maison d'arrêt de Basse-Terre**

Madame,

Suite à votre demande du 19/08/2016, vous trouverez joint à la présente un contrat d'intervention ponctuelle relatif à la mission citée en objet.

**Validité de l'offre : 3 mois à dater de la présente proposition.**

En cas d'accord, nous vous demandons de bien vouloir nous retourner le document joint dûment revêtu de vos cachet et signature à l'adresse suivante :

**Apave Parisienne SAS - Agence de Guadeloupe  
Immeuble MANATHAN  
Impasse des Palétuviers  
ZI de Jarry  
97122 BAIE-MAHAULT**

Vous remerciant de votre confiance,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

**Le responsable d'unité**

**GILBERT NOUEL**

P.J. : Un contrat d'intervention

**CONTRAT D'INTERVENTION PONCTUELLE**

Entre : **APIJ - AGENCE POUR IMMOBILIER DE  
LA JUSTICE - COUR D'APPEL  
28 RUE VICTOR SCHOELCHER**

**97200 FORT DE FRANCE**

Représenté(e) par :

Et : **Apave Parisienne SAS** ci-après désignée Apave Parisienne  
17, rue Salneuve - 75854 PARIS CEDEX 17

Représentée par : Monsieur B. SOURDIN, Chef du bureau de Guadeloupe

<b>LIEU DE VISITE</b>	<b>PERSONNE A CONTACTER</b>
<b>APIJ</b>	<b>Nom : MME CELINE PARREAU</b>
<b>MAISON D'ARRET DE BASSE TERRE RUE DUGOMMIER 97100 BASSE TERRE</b>	<b>Tél : 05 96 48 71 94 Fax : Mail : <a href="mailto:celine.parreau@justice.fr">celine.parreau@justice.fr</a></b>

**OBJET DE LA MISSION**

**Amiante - Repérage avant démolition - Immeubles bâtis  
Maison d'arrêt de Basse-Terre**

**DEFINITION DE LA MISSION**

**CDAM0160.4-Amiante - Repérage avant démolition - Immeubles bâtis**

**INTERLOCUTEUR Apave Parisienne**

**FREDERIC FAVRY**  
Tel. :

**Secrétariat : 0590 26 87 05  
Fax. : 0590 26 86 84**

**INTERVENANT Apave Parisienne**

L'intervention sera assurée par **FREDERIC FAVRY**

**OBLIGATIONS RECIPROQUES**

Dans le but d'assurer la sécurité pendant les interventions Apave Parisienne, en conformité avec le décret 92.158 du 20 Février 1992, des échanges d'informations sur les risques liés aux Interférences entre activités auront lieu. Des mesures de sécurité seront arrêtées en commun ; leur adéquation et leur application seront vérifiées sur le terrain, au plus tard à l'instant où débute l'intervention.

Un document écrit permettant de tracer ces actions, et donnant lieu selon le cas à analyse de risques ou plan de prévention, sera établi par les deux parties. Les deux parties s'engagent à faire intervenir en tant que de besoin un représentant diligent et qualifié pour ces actions.

En l'absence de risques résultant de l'interférence entre activités signalés par le Client, celui-ci engage sa responsabilité en cas d'accident dû à la co-activité.

Le Client assure la coordination des mesures de prévention. Il désigne auprès du représentant de l'Apave Parisienne un technicien qualifié connaissant l'établissement pour diriger et assurer les manœuvres. Les manœuvres restent sous la responsabilité du Client.

## CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION

Si une levée de réserve est nécessaire, cette intervention fera l'objet d'une mission complémentaire.

## CALENDRIER DE REALISATION

A convenir d'un commun accord à réception du contrat

## CONDITIONS COMMERCIALES

Le montant de notre mission, tous frais compris, est de 3 250,00 € HT, soit 3 526,25 € TTC, TVA au taux de 8,50 %, y compris l'analyse de 10 échantillons.

Coût complémentaire amiante (si nécessaire)

Analyse d'un échantillon de matériaux (l'unité) : 70,00 € HT soit 75,95 € TTC (nombre à déterminer par l'opérateur)

*Le Client s'engage à prévenir Apave Parisienne, au moins 48 heures à l'avance, de l'annulation d'une intervention confirmée par avis de passage.*

*Dans le cas contraire, Apave Parisienne se réserve la possibilité de facturer une somme forfaitaire avec un minimum de 150,00 € HT.*

*Cette disposition s'applique également en cas d'incident de visite tel que locaux ou installations non accessibles, refus de visite ou visite complémentaire non prévue dans le cadre du présent contrat, etc...*

## ECHEANCIER DE PAIEMENT

Facturation après intervention

## CONDITIONS DE PAIEMENT

Les prestations sont payables, sans escompte, à la date de paiement indiquée sur la facture.

## RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



**à nous communiquer ou vérifier**

- Numéro SIRET : 18009225699999
- Code NAF : 9999Z
- TVA CEE : FR999999999999

Lieu d'envoi des factures	Lieu d'envoi des rapports (si différent)
APIJ - AGENCE POUR IMMOBILIER DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL 28 RUE VICTOR SCHOELCHER  97200 FORT DE FRANCE Nombre d'exemplaires : 2	       Nombre d'exemplaires

## PIECES CONTRACTUELLES

- Le présent contrat et annexe(s)
- Les Conditions Générales de Vente et d'Intervention de Apave Parisienne SAS

En cas de contradiction, les conditions particulières du présent contrat priment sur tout autre document.

Pour le Client  
(date - cachet - signature)

## 1. OBJECTIF

Apave a pour mission de réaliser un repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante préalablement à la démolition d'un immeuble bâti, l'opération consistant à détruire au moins une partie majoritaire de la structure d'un bâtiment.

## 2. OBJET

La prestation porte, dans les Immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1er Juillet 1997, sur le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante figurant sur la liste C de l'annexe 13-9 mentionnée aux articles R 1334-22 du Code de la Santé Publique, cette liste n'étant pas limitative.

## 3. REFERENTIELS

Les obligations du client sont notamment définies par les textes suivants :

- Code de la Santé Publique : articles R.1334-19 et R.1334-22 modifiés par les décrets n° 2011-629 du 3 juin 2011
- Décret n°2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L.271-6 du code de la construction et de l'habitation
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 : protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les Immeubles bâtis.
- Norme NFX 46-020 décembre 2008: repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les Immeubles bâtis.
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Documents à caractère technique et normatif référencés pour les méthodes d'évaluation :  
MDHS n° 77 de Juin 1994 : « Amiante dans les matériaux – échantillonnage et identification par microscopie en lumière polarisée » (MOLP),  
NF X 43-050 : « Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission équipé d'un analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) ».

## 4. CONTENU DE LA PRESTATION

La prestation comprend 2 phases :

### Phase 1 :

Une visite initiale sur site pour établir un pré-rapport qui précise :

- les matériaux et produits visibles et accessibles contenant de l'amiante,
- la localisation des investigations approfondies destructives ou des démontages particuliers à réaliser par le client et nécessaires pour accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante,
- les sondages à réaliser pour vérifier l'homogénéité ou la nature d'un matériau ou d'un produit

### Phase 2 :

Après réalisation des investigations approfondies destructives et démontages particuliers, une ou plusieurs visites pour réaliser les prélèvements complémentaires d'échantillons et établir le rapport final de la prestation.

Les composants de la construction et les parties du composant à sonder sont définis dans l'article R 1334-22 du code de la santé publique. Ce sont :

- les matériaux et produits repris dans le tableau de la liste C du Code de la Santé Publique
- tout autre matériau et produit réputé contenir de l'amiante dont la personne qui effectue le repérage aurait connaissance.

Le rapport relatif à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant

démolition d'immeuble bâti est établi selon l'arrêté du 26 juin 2013 sur la base des constats effectués le jour de la visite.

## 5. CONDITIONS D'EXECUTION

L'exécution de la prestation nécessite que le client fournisse à Apave au début de la mission.

- Le descriptif des immeubles ou parties d'immeubles concernées par la démolition, dénomination, fonction principale du bâtiment
- La date de délivrance du permis de construire ou le cas échéant date de construction,
- Les plans au format A3 ou A4 ou, à défaut, des croquis ainsi que tout document ou information susceptible d'aider l'opérateur dans sa tâche (descriptif, fiches matériaux...),
- Tous les repérages déjà réalisés dont il dispose et le dossier technique amiante ou le dossier amiante parties privatives, selon le cas.
- Un accompagnateur ayant les délégations, compétences, habilitations et moyens requis pour le bon déroulement de la prestation connaissant l'établissement, les installations, appareils et équipements et qu'il est apte à réaliser les manœuvres nécessaires et à en assurer le commandement.
- Les moyens d'accès dans les conditions normales de sécurité aux locaux et ouvrages ainsi que les démontages et remontages indispensables pour la réalisation normale du repérage.

La phase 2 du repérage (cf. paragraphe 4) ne peut être réalisée qu'après évacuation définitive du bâtiment et enlèvement des mobiliers.

Le Client est tenu de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandées par l'opérateur de repérage. Celles-ci peuvent être réalisées par une entreprise de travaux sur commande du Client à partir des indications données par l'opérateur de repérage.

Le repérage doit s'effectuer dans tous les locaux et espaces de l'immeuble

## 6. LIMITES

La remise du rapport de repérage contre accusé de réception clôt la prestation Apave.

### Sont exclus de la prestation :

- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ne faisant pas indissociablement corps avec l'ensemble ou la partie d'ensemble concerné par le repérage,
- La réalisation des investigations approfondies destructives
- Le calcul des surfaces selon la « Loi Carrez »,
- Les autres diagnostics immobiliers obligatoires,
- La mise à jour du Dossier Technique Amiante,
- La mise à jour du Dossier amiante parties privatives,
- Les visites complémentaires pour les locaux non accessibles,
- Le repérage des matériaux ou produits des éléments mobiliers.
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux repérés (en option)

Il est rappelé que, conformément à la réglementation, cette prestation ne concerne que le repérage réglementaire des matériaux contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble bâti.

Toute autre prestation relative à l'amiante dans les bâtiments (mesures d'empoussièrement, établissement des consignes générales de sécurité, audits mobiliers, vérification de travaux de retraites de matériaux contenant de l'amiante, vérification d'un confinement de chantier, coordination SPS...), résultant d'une obligation réglementaire ou non pour le propriétaire est exclue.

## 7. AUTRES PRESTATIONS POUVANT ETRE PROPOSEES PAR APAVE

Ne relèvent pas de la prestation repérage avant démolition –  
immeubles bâtis :

- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les bâtiments avec ou sans travaux,
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante,
- L'assistance à l'élaboration et mise à jour des Dossiers Techniques Amiante,
- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les équipements, process et pour toute opération ne relevant pas du Code de la Santé Publique (art. R.4412-97 du code du travail),
- L'examen visuel des surfaces traitées après désamiantage,
- Les mesures d'empoussièrement,
- La formation des équipes aux risques amiante,
- Les autres diagnostics immobiliers (plomb, termites, diagnostic de performance énergétique, risques naturels, miniers et technologiques, électricité, gaz, loi carrez, diagnostics déchets de démolition).

## 8. SPECIFICATIONS PARTICULIERES

La prestation de repérage d'Apave sera, conformément à l'article R. 1334-23, réalisée par une personne certifiée.

L'analyse des échantillons sera réalisée par un laboratoire, accrédité COFRAC d'Apave ou d'un sous-traitant, disposant d'un microscope optique à lumière polarisée, microscope électronique à balayage ou microscope électronique à transmission analytique.

Les types de microscopes MOLP (Microscopie Optique en Lumière Polarisée) pour les matériaux fibreux avec fibres apparentes, META (Microscopie Electronique à Transmission Analytique) pour les matériaux rigides, compacts seront déterminés par le laboratoire.

Les conditions particulières du contrat précisent les bâtiments ou parties de bâtiments visés par la prestation. Si des adaptations interviennent a posteriori des conditions particulières initiales, alors elles feront l'objet d'un avenant au contrat initial ou d'un contrat spécifique.

La facturation tiendra compte du nombre réel de prélèvements et d'analyses effectués.

Compte tenu des conditions d'intervention et des limites de la prestation, la responsabilité d'Apave ne saurait être engagée en cas de désaccord du Client sur le nombre d'échantillons prélevés ou de sondages destructifs demandés lors de la visite.

Si le Client est dans l'impossibilité de fournir les plans ou croquis des bâtiments, Apave réalisera, sur place, en supplément de la prestation, les croquis permettant de localiser les éléments d'ouvrages examinés et les matériaux repérés.

Les zones non examinées et les matériaux suspects qui n'ont pu faire l'objet des prélèvements ou sondages considérés comme nécessaires, seront mentionnés dans le rapport et peuvent faire l'objet d'une prestation complémentaire.

Pour information, en cas de démolition partielle, le périmètre de ce repérage doit être complété par l'entreprise en fonction des travaux de démolition objets de son marché et des moyens qu'elle envisage de mettre en œuvre, notamment si ces derniers sont susceptibles d'impacter des parties de l'immeuble bâti non directement concernées par la démolition.



## CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET D'INTERVENTION

Les présentes conditions régissent les prestations, périodiques ou non, de Apave Parisienne SAS, ci après désignée Apave Parisienne.  
Par exception, des conditions particulières peuvent compléter, suppléer ou écarter telle clause des présentes conditions générales.

### ARTICLE 1 – DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est expressément conclu pour une durée minimale fixée d'une année civile. Il prend effet à la date de sa signature par le client.  
Il se poursuivra tacitement pour une durée identique, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 2 mois au plus avant l'expiration de chaque période.  
En cas de non respect des obligations contractuelles par l'une ou l'autre des parties, le contrat peut être rompu par la partie lésée par lettre recommandée avec accusé de réception 8 jours après mise en demeure restée sans réponse.

### ARTICLE 2 – PRIX DU CONTRAT

Le prix mentionné sur l'offre adressée au client est établi soit de façon forfaitaire soit en fonction des barèmes et tarifs en vigueur à la date de la dite offre, selon la discipline technique concernée.  
Il tient compte des matériels et installations nécessaires par Apave Parisienne ou du coût des charges facturés par le client et accepté par Apave Parisienne au moment de l'établissement de l'offre.  
Sauf exception, le prix du contrat est ferme pour l'ensemble de l'intervention, après acceptation par le client, pour la fourniture des matériels et installations dont le périmètre a été précédemment défini au moment de l'offre.  
Cependant, tout changement de nature à modifier de façon sensible la durée et la teneur des prestations de Apave Parisienne (nouveaux appareils ou nouvelles installations non inclus dans la détermination du prix), y compris au cours de la première intervention, pourra faire l'objet d'un réajustement du prix, par établissement d'un avenant au contrat d'origine qui devra être accepté par le client avant prise en compte des matériels et installations complémentaires.  
Le prix est exprimé en € hors taxes et est majoré de la TVA au taux applicable à la date d'émission des factures.

### ARTICLE 3 – REVISION DU PRIX

En cas de reconduction du contrat, il sera procédé, au terme de chaque échéance, à une révision du prix.

Cette révision sera effectuée en fonction :

- de l'évolution des matériels et installations faisant l'objet du contrat d'origine,
- de toute évolution de la réglementation amenant une modification significative de la prestation,
- de l'augmentation des tarifs de Apave Parisienne fixés par son conseil d'administration pour l'exercice suivant, pour les contrats dont le prix est établi en référence à un barème,
- de l'application de la formule suivante (ou toute autre formule proposée par le client et acceptée par Apave Parisienne) pour les contrats dont le prix est établi de façon forfaitaire (en €) :

$$P = PO (0,10 + 0,30 S/50)$$

Dans laquelle :

P = montant révisé

PO = montant initial

S = valeur de l'indice ICHT (ME connue à la date de souscription du contrat (ou le cas échéant de tout autre indice qui viendrait à lui être substitué),

5 = valeur de ce même indice connue à la date anniversaire de souscription du contrat

Cette formule sera également appliquée à tous travaux complémentaires, non compris dans la prestation, qui pourraient être requis par le client.

### ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PAIEMENT

Les prestations de Apave Parisienne sont payables sans escompte à la date de paiement indiquée sur la facture sauf disposition contraire.

Pour les échelons, une pénalité pour retard de paiement, calculée sur le taux d'un taux égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal sera exigible, sans qu'aucun rappel soit nécessaire.

Le paiement ne saurait en aucun cas être subordonné à la délivrance d'autorisation administrative liée à la mission confiée à Apave Parisienne et d'une manière générale à toute décision d'une partie étrangère au présent contrat.

En aucun cas, une divergence technique ne pourra suspendre le paiement des sommes dues.

Apave Parisienne se réserve en outre le droit, 15 jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, de suspendre ses prestations jusqu'à paiement intégral des sommes dues.

### ARTICLE 5 – CONDITIONS D'INTERVENTION ET OBLIGATIONS DE APAVE PARISIENNE

Apave Parisienne agit en qualité de prestataire de services assujéti, comme tel, à une obligation de moyens.

Les agents de Apave Parisienne interviennent dans le cadre des conditions techniques définies ci-après et des prescriptions législatives ou réglementaires en vigueur. Ils interviennent de jour (de 8h à 18h) durant les jours ouvrés (du lundi au vendredi).

En dehors de ces jours et heures, Apave Parisienne se réserve la possibilité d'effectuer une facture complémentaire, notamment les interventions effectuées de nuit, ainsi que les samedi, dimanche et jours fériés.

Les agents de Apave Parisienne n'agissent que comme intervenants techniques, quelle que soit la nature des services effectués ou rendus par eux. Ils ne peuvent jamais avoir la direction, ni la conduite de l'appareil, de la machine ou d'une manière générale, de la chose à propos de laquelle ils interviennent. En conséquence, le client en conserve la garde, notamment l'intervention de Apave Parisienne dont les agents n'agissent qu'en qualité de préposés occasionnels du client.

La responsabilité de Apave Parisienne ne saurait être recherchée pour tout incident ou accident survenant sur des installations ou matériels non repris au présent contrat ou dont l'origine serait sans rapport avec la nature de la prestation définie aux conditions techniques ci-après.

Apave Parisienne ne peut jamais avoir la direction ni l'usage de l'appareil, de la machine ou, d'une manière générale, de la chose à propos de laquelle elle intervient et dont le client conserve la garde, elle n'est tenue en particulier qu'à l'entretien des parties vitales et accessoires ; ses interventions ne peuvent procéder, aux mêmes, à aucun démontage ou sabotage destructif. De plus, les matériels installés dans les locaux non accessibles au moment du passage de l'agent de Apave Parisienne ne seront pas l'objet de la vérification, les honoraires correspondants restant toutefois dus à Apave Parisienne.

D'une manière expresse, les parties conviennent de limiter les dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre éventuellement le client, du fait d'une détermination de responsabilité de Apave Parisienne, aux sommes effectivement versées par lui au titre de la prestation pour laquelle la responsabilité de Apave Parisienne aurait été retenue.

Le client renonce expressément à demander à Apave Parisienne l'indemnisation de tous préjudices indirects et notamment perte de chiffre d'affaires, perte de bénéfices, perte d'image de marque, actions engagées par un tiers.

Apave Parisienne s'engage de divulguer à des tiers toute information particulière concernant le client sauf accord exprès de celui-ci, mais se réserve la possibilité de faire figurer son nom sur une liste de références commerciales.

### ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU CLIENT

Le client autorise les agents de Apave Parisienne à intervenir librement dans l'établissement concerné ; il les fera accompagner par une personne qualifiée qui leur fournira tous les renseignements utiles pour remplir leur mission.

Cette personne assurera la direction des opérations nécessaires à l'intervention des agents de Apave Parisienne et prendra toutes les mesures permettant son bon accomplissement. En particulier, le client devra permettre l'accès sans délai aux locaux à visiter et fournir tous les moyens d'accéder en sécurité aux matériels hors de portée normale des agents.

Le client s'engage à prévenir aux agents de Apave Parisienne tout le matériel objet du présent contrat. Il devra, préalablement à la visite du représentant de Apave Parisienne, fournir tous les documents, plans et informations nécessaires à la réalisation de celle-ci.

Le client doit se conformer à la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité du travail, notamment au décret n°2159 du 20 février 1982 relatif à l'intervention des entreprises extérieures.

Les interventions de Apave Parisienne ainsi que les rapports et comptes-rendus en langue française qu'elle fournit au client, ne sauraient en aucun cas dégager celui-ci de ses obligations vis-à-vis des prescriptions légales ou réglementaires auxquelles il est personnellement assujéti.

La responsabilité de Apave Parisienne ne pourra être retenue dans les cas où le client ne se serait pas conformé, dans les délais, aux prescriptions formulées par les agents de Apave Parisienne relativement aux matériels contrôlés.

En outre Apave Parisienne se réserve le droit d'écarter de sa surveillance des appareils qui présenteraient un danger et pour lesquels le client ne consentirait pas à prendre les mesures de sécurité indiquées par Apave Parisienne.

Apave Parisienne pourra proposer au client des dates ou programmes d'intervention. Mais il appartient au client de convoquer Apave Parisienne pour toute intervention et de lui signaler sans délai toute avarie ou accident survenant sur les installations ou matériels objet du présent contrat.

En cas de non respect par le client des conditions ci-dessus, la responsabilité de Apave Parisienne ne pourra être recherchée et les sommes payées par le client lui retourneront acquies, sans préjudice des frais et autres accessoires résultant de l'annulation ou le report de la dite intervention.

Le client s'engage à prévenir Apave Parisienne, au moins 48 heures à l'avance, de l'annulation ou du report d'une intervention. Dans le cas contraire, Apave Parisienne se réserve la possibilité de facturer les frais liés à l'annulation ou le report de la dite intervention.

Cette disposition s'applique, également, en cas d'absence de visite, ou de refus de visite.

### ARTICLE 7 – ASSURANCES

Apave Parisienne est assurée en responsabilité civile. Le client doit se garantir contre les risques qu'il ferait encourir aux agents de Apave Parisienne et les incidents ou accidents dont la responsabilité lui incomberait.

### ARTICLE 8 – RESILIATION

En dehors des cas de dénonciation prévue à l'article 1 et en cas de manquement par l'une des parties à l'une des obligations à sa charge en vertu du présent contrat, l'autre partie pourra considérer le présent contrat résilié de plein droit un mois après l'envoi à la partie défaillante d'une mise en demeure d'avoir à remédier aussi rapidement que la forme recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En cas de résiliation d'un contrat, quelle qu'en soit la cause, les factures restant à courir seront dues à Apave Parisienne et les sommes déjà payées par elle lui retourneront acquies, sans préjudice des frais et autres accessoires résultant dudit manquement.

### ARTICLE 9 – MODIFICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DU CLIENT

En cas de changement d'adresse du client ou des installations reprises au présent contrat, le client s'engage à le signaler sans délai à Apave Parisienne.

En cas de cession, apport en société, fusion, changement de raison sociale, vente totale ou partielle de son fonds de commerce, le client s'engage à imposer à son successeur l'exécution du présent contrat.

### ARTICLE 10 – LOI ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le présent contrat est soumis à la loi française.

En cas de litige et après une tentative de recherche d'une solution amiable, compétence expresse est attribuée au Tribunal de Commerce de PARIS, nonobstant pluralité de défendeur ou appel en garantie.

### ARTICLE 11 – FORMATION PROFESSIONNELLE

Les prestations de Formation Professionnelle de Apave Parisienne font l'objet de conditions particulières qui complètent les présentes conditions générales.

### ARTICLE 12 – CONTROLES TECHNIQUES DE CONSTRUCTION

Les présentes conditions générales ne s'appliquent pas aux prestations de Contrôles Techniques de Construction de Apave Parisienne qui font l'objet de conditions générales spécifiques.